
QUI SUIS-JE ?
QUI SOMMES-NOUS ?
ENTRE CATÉGORISATION ET STIGMATE.
COMMENT LES *DAMNIFICADOS*¹ VÉNÉZUÉLIENS
NÉGOCIENT-ILS LEURS APPARTENANCES ?²

SANDRINE REVET*

EN DÉCEMBRE 1999, une catastrophe naturelle s'est produite au Venezuela, affectant de nombreux États et une partie de la ville de Caracas, et frappant de façon particulièrement forte l'État côtier de Vargas. La montagne qui séparait Caracas de la côte s'est en effet littéralement effondrée suite à des pluies continues, emportant avec elle habitants, constructions et infrastructures que des tonnes de boue ont enterrés. Si, presque trois ans après l'événement, le bilan chiffré de cette catastrophe est encore discuté, on estime entre 30 000 et 50 000 le nombre de morts et à 200 000 celui des personnes sinistrées.

À la suite de ces événements, des refuges ont été mis en place par le gouvernement dans la zone sinistrée et dans d'autres parties du pays, pour accueillir les survivants. Dans ces tentes, casernes militaires ou autres locaux de fortune, certains sinistrés sont restés jusqu'à un an dans des conditions parfois plus que précaires³. Ils ont dû, dès lors, apprendre à cohabiter avec des voisins avec lesquels ils ne partageaient bien souvent que la seule mémoire de la catastrophe.

Du 12 au 15 novembre 2000, de nouvelles pluies s'abattent sur la région du littoral central, et les coulées de boue qui s'en suivent, causent de nouvelles victimes. Le gouvernement décide alors d'évacuer les refuges et de déplacer les *damnificados* vers d'autres régions du pays, en mettant à leur disposition des logements afin qu'ils s'y installent définitivement.

Sur les 16 000 familles relogées⁴, 1 700 ont été conduites dans l'État de Zulia, dans la région de Maracaibo, frontalière de la Colombie. L'État de Zulia est ainsi celui qui a reçu le plus grand nombre de personnes déplacées.

* Doctorante l'heal (s.revet@wanadoo.fr)

Les autres ont été relogées dans 18 autres États sur les 23 qui composent le pays. C'est à partir de la situation des familles qui ont été déplacées dans l'État de Zulia que s'est élaboré le travail présenté ici.

Dans les nouveaux lieux de vie, actuellement, la situation générale est relativement instable, puisque dans l'ensemble des quartiers visités en décembre 2001, il ne restait en moyenne que 30 % à 40 % des familles *damnificadas*. Les sinistrés, nouveaux arrivants dans des quartiers qui leur avaient été attribués par le gouvernement, ont en effet été confrontés à des situations de rejet et de stigmatisation particulièrement significatives. Dans ces processus qui ont permis la naissance ou la mobilisation d'une « altérité dangereuse », certains facteurs semblent puiser leur origine dans l'événement lui-même, alors que d'autres paraissent ancrés plus profondément dans l'histoire sociale et identitaire du pays. Ces phénomènes rappellent de façon plus générale les situations de confrontation qui naissent de la cohabitation entre « établis » et « marginaux », pour reprendre la terminologie de Norbert Elias (1965).

L'objet du présent article est de revenir sur la construction du stigmatisme qui entoure les *damnificados*, survivants de la catastrophe. Cette stigmatisation, dans laquelle la presse joue un rôle essentiel, est née dans les jours et les semaines qui ont suivi la catastrophe et s'est par la suite développée avec le déplacement d'une grande partie des sinistrés dans tout le pays. L'étude des différentes catégories mobilisées dans ce contexte permettra ensuite de s'interroger sur les mécanismes aboutissant dans ce genre de situations à l'élaboration de nouvelles « identités », et sur leur appropriation ou leur non-appropriation par les acteurs concernés. À partir du nivellement brutal opéré par la catastrophe, on a en effet assisté à un rétrécissement de la base sociale, économique et peut-être également de la base identitaire. Pendant un temps, celle-ci semble réduite à un seul « marqueur », celui de *damnificado*. Peut-on dire, dès lors, que l'on assiste à la naissance d'une nouvelle « identité » avec l'apparition d'un nouveau groupe au sein de la société vénézuélienne ?

LE STIGMATE

Les situations de « crise » telles que les catastrophes naturelles constituent un prisme particulièrement pertinent pour l'étude de mécanismes sociaux plus anciens qui ne sont plus dès lors cachés par les normes sociales ordinaires. Ainsi donc, les situations de rejet et de stigmatisation auxquelles sont confrontées les personnes déplacées ne trouveraient pas uniquement leurs racines dans les événements directement liés à la catastrophe naturelle, mais pourraient révéler des aspects du fonctionnement de la société vénézuélienne.

Les Grecs employaient le mot « stigmatisme » pour désigner « des marques corporelles destinées à exposer ce qu'avait d'inhabituel et de détestable le statut moral de la personne ainsi signalée » (Goffman, 1975:11). Cette notion touche donc à deux aspects fondamentaux : le corps et la morale. C'est à partir de ces deux aspects que se développent d'ailleurs les sentiments liés à la peur de la souillure et de la pollution (Douglas, 1971) qui sont inscrits dans les comportements de rejet mis en place par tous les acteurs amenés à cohabiter dans les nouveaux quartiers de l'État de Zulia que nous

avons étudiés. En effet, la stigmatisation devant être évoquée en termes de relation et non d'attributs (Goffman, 1975:13), on remarque que les processus se sont mis en œuvre aussi bien de la part de ceux arrivant dans l'État de Zulia que de ceux qui les y ont « accueillis ». Pour éviter l'écueil d'une analyse qui séparerait les uns et les autres dans des groupes distincts et immuables, citons Goffman (1975:160) :

« La notion de stigmaté implique moins l'existence d'un ensemble d'individus concrets séparables en deux colonnes, les stigmatisés et les normaux, que l'action d'un processus social omniprésent qui amène chacun à tenir les deux rôles, au moins sous certains rapports et dans certaines phases de sa vie. Le normal et le stigmaté ne sont pas des personnes mais des points de vue. »

Sinistrés donc dangereux ?

Si l'on cherche à comprendre les mécanismes liés à la création du stigmaté touchant les *damnificados*, il faut tout d'abord souligner ceux de ces mécanismes qui sont directement liés à la catastrophe. Celle-ci, en tant qu'événement tragique ayant marqué la mémoire du pays comme un point de rupture à partir duquel « rien ne sera plus jamais comme avant », constitue en partie le point de départ de l'existence d'un groupe qui vit, depuis l'événement, à la dérive de l'ensemble de la société. Les *damnificados*, survivants d'un événement marquant sont aussi porteurs d'une mémoire qu'on voudrait occulter. « Le "porteur de mémoire" peut être doté de prestige, si ce qu'il rappelle est valorisé (il est celui qui sait) ou stigmaté lorsque l'image du passé qu'il renvoie est rejeté par la société entière (il est celui dont on ne veut rien savoir) » (Candau, 1996:68).

Il faut souligner le rôle de la presse comme acteur du processus de stigmatisation. En effet, dans les zones dévastées par la boue et alors que les opérations de sauvetage se déroulent, sont commis des saccages, des pillages et des actes violents dont il est difficile d'évaluer le nombre. Alors que la nature se déchaîne, certaines personnes commettent des actes d'une violence qui marqueront le pays pendant longtemps. Comme dans les récits de « fin du monde », la rumeur⁵ véhiculée par la presse parle alors de règlements de comptes, de lynchages, de profits effectués sur les morts ou les blessés, de violence des militaires, de viols, de meurtres et de nombreux pillages des maisons des quartiers aisés détruits par la boue.

La presse affiche alors des titres sensationnalistes tels que « Mille jeunes filles violées », « 15 000 maisons saccagées » (*Diario Puerto*, Vargas, 28 janvier 2000). Dès lors, on commence à parler d'une insécurité à Vargas, qui ne quittera pas la une des journaux dans les mois qui suivent (par exemple, le journal *El Universal* écrit « On réclame une plus grande sécurité à Vargas » le 7 février 2000).

L'assimilation des « gens de Vargas » à des « délinquants » a marqué et marque encore fortement les discours. Elle est reprise aujourd'hui aussi bien par les personnes qui cohabitent avec les « déplacés », que par ceux qui travaillent avec eux. Elle est également utilisée par les *damnificados* eux-mêmes qui reprennent ces discours à leur compte ou disent qu'ils ont été assimilés malgré eux à une petite minorité « délinquante ».

Pour examiner plus précisément la stigmatisation associée au fait d'être *damnificado*, nous mentionnerons les propos d'Ana Flores, déplacée à San Benito dans le Zulia. Elle est âgée de 35 ans, habite avec sa mère et un seul de ses 6 enfants. Elle veut vendre cette maison et partir à Yaracuy entre Valencia et Barquesimeto. Elle n'a là-bas ni famille, ni amis. Nous lui demandons alors si elle ne se sentira pas aussi rejetée et « étrangère » que dans le Zulia. Voici sa réponse :

« Je veux vendre la maison et arriver [elle fait le geste de décoller quelque chose de son front] en enlevant de mon front l'étiquette de *damnificada*, arriver là-bas et ne pas raconter que j'ai vécu la Tragédie. Dire que je m'installe à Yaracuy parce que j'aime le coin, je ne sais pas, n'importe quoi⁶ ».

Nous touchons ici à ce que Goffman appelle l'« information sociale » (1975:58), essentielle dans la mesure où elle permet de distinguer parmi les individus stigmatisés, le « discrédité » du « discréditable » (57). En ayant la possibilité de maîtriser l'information concernant son vécu de sinistrée, Ana Flores se pose du côté des « discréditables ». Elle identifie par ailleurs clairement l'origine du stigmaté à la catastrophe naturelle. Sa tactique consiste à dissimuler son parcours afin d'éviter la stigmatisation. Pour éviter l'emprise péjorative de l'identification au groupe des *damnificados*, elle envisage d'utiliser des « désidentificateurs » (Goffman, 1975:114), c'est-à-dire, de mettre en œuvre des tactiques qui lui permettent de construire un récit qui occulte le lien avec la source du stigmaté.

Dangereux parce que différents ?

Une part du stigmaté est donc bel et bien associée à l'événement lui-même. Mais d'autres facteurs « font sens » ou permettent la construction de cette catégorisation négative. Il s'agit d'un certain nombre de marqueurs ayant trait aux modes de vie, aux habitudes, aux coutumes, aux socles culturels réels ou attribués. Certains proposent une lecture « ethnique » de la catastrophe naturelle, mettant l'accent sur le fait que la majorité de la population de l'État de Vargas est « afro-vénézuélienne » (García, 2000). Si la majorité des personnes rencontrées n'évoquent pas explicitement la couleur de la peau, les apparences phénotypiques ou la terminologie « ethnique » pour tenter d'expliquer les difficultés rencontrées par les déplacés, en revanche, on fera allusion à leur manière de se comporter ou de vivre.

Ainsi on dira des gens de Vargas qu'ils sont « joyeux, actifs, noirs, qu'ils vivent au jour le jour, qu'ils aiment les tambours⁷ » ou encore que « Vargas est un État côtier, avec une tradition afro-latine, ils sont joyeux et aiment faire la fête. La tradition c'est les tambours, la bière, la musique⁸ ». Alors que les gens du Zulia seraient plus « conciliants, attentifs⁹ » ou plus « conservateurs, moins ouverts¹⁰ ». On entendra également dire que parce qu'ils viennent d'un état côtier, « ceux de Vargas » ne savent travailler que dans l'informel, ils ne sont donc pas qualifiés : « Si on faisait une étude économique de chacun d'eux, on verrait que beaucoup sont ce qu'on appelle des *toderos* au niveau du métier, des personnes qui font de tout (*de todo*)¹¹ ».

Tous ces marqueurs qui associent l'origine régionale, les « traditions culturelles » et un certain nombre de « comportements » nous invitent à réfléchir

aux manifestations d'un racisme latent et inavoué au Venezuela malgré les discours construits autour du « métissage harmonieux » et de la « démocratie raciale » promulguée au XIX^e siècle par le président Guzmán Blanco (Pollak-Eltz, 1993). Ce « racisme honteux » (Briceño Leon, 1992:150) qui permet d'occulter l'existence d'une relation proportionnellement inverse entre capital et négritude (151) est une construction collective mise en œuvre par l'ensemble de la société vénézuélienne.

Dès lors qu'il est honteux, ce phénomène n'est pas assumé. C'est ainsi qu'au cours des entretiens, quand nos interlocuteurs évoquent des « problèmes de cultures » qui ne seraient pas compatibles, et que nous demandons une précision ou des détails, ce sont souvent des explications plus structurelles qui sont mises en avant : les différences de formation ou de profession, ce qui permet de parler en termes de différences de classes sociales plutôt que de mobiliser certains propos racistes.

La stigmatisation à laquelle on assiste s'articule donc clairement autour de l'événement de la catastrophe naturelle, mais les mécanismes en œuvre font appel à des constructions plus anciennes. Ainsi, au fil des récits et des entretiens, des allusions aux fractures qui existent bel et bien dans la société vénézuélienne, entre « riches » et « pauvres », « Noirs » et « Blancs », « côtiers » et « andins », resurgissent avec d'autant plus de force qu'elles sont mises à découvert par le désarroi de la crise. Tous les marqueurs du « sens commun » que sont la façon de parler, la façon de s'habiller, la musique ou encore la nourriture interviennent donc pour participer au sentiment de menace et au malaise exprimés par les uns et qui conduisent au rejet et à la mise à l'écart des autres.

Catégorisations, identifications

Il est nécessaire de se pencher sur les processus de construction de catégories dans ce contexte pour comprendre comment ils ont pu participer au mécanisme de stigmatisation, mais également parce qu'ils rendent visibles les stratégies ou les tactiques développées par les principaux acteurs.

Les inondations de décembre 1999 au Venezuela ont touché sans distinction des populations pauvres ou précaires et des populations issues des classes moyennes et aisées. En effet, la zone du littoral était caractérisée par la mixité et la proximité des habitations de groupes sociaux différents. Les maisons et immeubles de villégiature des habitants de la capitale étaient entourés par les nombreuses constructions plus ou moins irrégulières situées sur les flancs de la montagne et dans lesquelles habitait une population aux conditions nettement plus précaires. Cependant, et le cas vénézuélien n'est pas une exception, la catastrophe a touché plus durement et de manière plus prolongée les populations qui étaient déjà les plus vulnérables.

Il est pourtant difficile d'attribuer aux *damnificados* une origine sociale, culturelle, « raciale » ou même géographique commune. Nous ne pouvons donc qualifier la population concernée par le déplacement d'homogène. Il est ainsi difficile d'affirmer que le groupe des *damnificados* puis celui des *desplazados* constituent une ou des « identité(s) » nouvelle(s) au Venezuela même en « tentant d'adoucir » le terme et de lever l'accusation d'essentialisme qui pèse sur lui en stipulant que les identités sont construites, fluides et multiples » (Brubaker, 2001:66).

Pourtant, dans certains cas, l'identification au groupe des *damnificados* semble faire sens, de même que le terme de *desplazados* est mobilisé lors de certaines interactions. La question de l'appartenance au groupe oscille dès lors entre la constitution d'une catégorie « utilisée pour l'action » (Barth, 1969) et une forme de catégorisation dont les mécanismes sont apparentés à la construction du « stigmaté » (Goffman, 1975). Le tout se joue sur des scènes différentes et qui pourtant se croisent, au centre desquelles les acteurs principaux semblent parfois perdus entre les différents enjeux que représentent de telles catégorisations.

Le cas extrême étudié ici nous révèle donc des mécanismes identitaires plus généraux. Les individus, comme on le voit ici, évoluent entre différentes catégories, mouvantes et situationnelles, qu'ils peuvent mobiliser tour à tour ou simultanément. Les va-et-vient entre les assignations extérieures et leur appropriation ne se réalisent pas hors des relations de pouvoir et révèlent donc des processus sociaux à la fois historiquement construits et en constante renégociation.

DAMNIFICADOS, DIGNIFICADOS, CONSTRUCTORES DE NUEVOS HORIZONTES

On assiste donc tout de suite après les inondations, à une succession de constructions autour des termes. De « *damnificados* », les sinistrés sont devenus « *dignificados* » puis « *desplazados* » ou encore « *constructores de nuevos horizontes* ». Il s'agit donc ici de comprendre comment et par qui ces termes ont été choisis, utilisés, assimilés, afin de déceler l'impact qu'ils ont pu avoir et qu'ils ont encore à ce jour sur le repositionnement de ces populations dans l'échiquier social, économique, politique et même culturel.

Jeux de mots entre la presse et le gouvernement

Pour désigner les personnes ayant subi les inondations et y ayant survécu, le terme générique utilisé à la fois par la presse et par les institutions, gouvernementales ou non, en charge de la catastrophe et de ses conséquences est celui de « *damnificados* », que l'on traduira en français par « sinistrés ».

Le verbe « *damnificar* » peut être traduit en français par « endommager » et sa racine latine « *damnare* » signifie : condamner, blâmer, reprendre, critiquer¹². Le terme évoque donc un dommage matériel dont la racine évoque pourtant des aspects « moraux ». Cette dualité de sens met en exergue, dans le cas qui nous occupe, le décalage existant entre l'origine « naturelle » de la catastrophe qui nous renvoie à une responsabilité « divine », et la nécessité de son humanisation à travers la recherche d'un coupable. Si le mot « *damnificado* » est un terme presque « technique », qui n'est *a priori* pas connoté, on s'aperçoit en étudiant les usages qui en sont faits qu'il est au centre de différents enjeux.

Il faut rappeler que dans le contexte dans lequel se déroulent les événements présentés ici, on assiste à un affrontement particulièrement significatif entre le président Chávez et le secteur privé. Les médias, et notamment la presse écrite, jouent dans cet affrontement un rôle non négligeable,

dans la mesure où l'ensemble de la presse écrite nationale, à quelques exceptions près, se positionne clairement dans ce conflit en opposition au président. La catastrophe naturelle constitue donc une occasion particulière de voir se développer cet affrontement. C'est ce va-et-vient entre les déclarations du président Chávez et les termes employés par la presse qui nous intéresse dans un premier temps.

La presse utilise donc de façon majoritaire le terme de « *damnificados* », en l'accompagnant le plus souvent de la précision : « *damnificados del Estado Vargas* » ou « *damnificados de Vargas* ». Rappelons pourtant que tous les sinistrés ne proviennent pas de l'État de Vargas, mais il semble que l'identification régionale fasse ici sens¹³. Peu à peu, le terme ne désignera plus que celles des personnes qui ont été sinistrées lors des inondations et qui vivent dans les refuges, c'est-à-dire qui sont prises en charge par l'État.

Le président Chávez semble assez vite comprendre l'intérêt qu'il pourrait tirer d'une stratégie de communication basée sur la construction d'une identification positive à partir de la catastrophe. C'est ainsi que quelques jours seulement après le 15 décembre 1999, il prononce une allocution télévisée dans laquelle il promet que :

« Les personnes qui ont perdu leurs foyers avec la tragédie seront envoyées à l'intérieur pour faire démarrer les pôles de développement et deviendront *dignificados*, pas *damnificados* » (Rivas, 2000:369).

Cette promesse a un impact extrêmement important sur l'ensemble de la société vénézuélienne. Comme l'analyse Eloy Rivas, cette proposition de « rendre digne » doit être mise en parallèle avec un processus qui touche la société vénézuélienne dans son ensemble et qui fût l'un des fers de lance de la campagne de Chávez en 1998. Il s'agit de réintroduire la morale au cœur de la République (Rivas, 2000). En effet, la dignité plonge ses racines dans la modernité qui elle-même impose l'humanisme et met l'individu au centre du nouveau cosmos social contre l'ordre de la société holiste. Elle marque aussi l'apparition d'une philosophie juridique des droits de l'homme. Ainsi, après le passage de l'état de nature à la nature humaine, la découverte de la dignité conduit à l'égalité des hommes entre eux (Pavia, 1999:3). L'annonce d'une volonté de « dignification » nous impose donc de considérer celle-ci non seulement au niveau individuel, mais également au niveau collectif. Au niveau individuel, la « dignification » pourrait rejoindre la mise en exergue de la liberté individuelle. Au niveau collectif, elle met en scène l'espace social dans lequel la mise en œuvre de politiques doit permettre d'assurer les droits sociaux et fondamentaux qui garantissent cette égale dignité. Nous nous situons ici au cœur de la relation État/citoyens. Au centre de ce processus ou de cette volonté affirmée, se trouve le président Chávez, se posant en figure emblématique de ce « combat » pour la dignité.

L'apparition de ce terme s'accompagne, dans l'usage qu'en fait le président Chávez, de la volonté de rappeler que les victimes des inondations de 1999 n'apparaissent que comme l'un des aspects particulièrement visibles d'une tragédie générale qui touche le pays, celle de l'exclusion de la grande majorité de ses membres. S'il s'agit de rendre aux victimes des inondations leur dignité, Chávez n'aura de cesse de relier cet événement

avec les phénomènes d'exclusion qui traversent le pays. C'est ainsi par exemple que, le 6 octobre 2000, lorsque le gouvernement organise la « Première rencontre de familles *dignificadas*¹⁴ », Chávez rappelle que :

« Le travail du gouvernement ne cherche pas à bénéficier uniquement aux victimes de la tragédie du littoral central, mais que c'est une consigne valable pour tout le peuple vénézuélien, parce que le peuple est *damnificado* : sans logement, sans travail, sans santé¹⁵ ».

Le terme de *dignificados* lancé par le président Chávez sera par la suite réutilisé par la presse, mais pour dénoncer l'inaccomplissement des promesses du président. Presque toujours entre guillemets ou suivie d'un point d'interrogation, cette expression sera employée par les journaux pour illustrer leurs articles dénonçant la situation précaire des victimes des inondations. On trouvera ainsi dans la presse nationale et régionale des titres tels que :

« Vargas affronte sa seconde tragédie. Les *damnificados* et les étudiants ont pris d'assaut l'avenue Soubllette à cause du manque de solutions de logement. (...) Pendant six heures, les « *dignificados* » ont protesté...¹⁶ »

« Des réfugiés, il n'y en a pas qu'en Tchétchénie ou au Timor Oriental. Notre pays a aussi ses déplacés : les « *dignificados* » du président Chávez¹⁷ »

« Les oubliés de Vargas. Semés dans le déracinement. Les mêmes calamités se répètent dans presque toutes les communautés dans lesquelles le FUS a envoyé les « *dignificados* » : Maracaibo et Guanare servent d'exemple¹⁸ »

Dans la chronologie, le terme de *dignificados* apparaît donc juste après celui de *damnificados*. Les deux termes n'ont pourtant pas cessé de cohabiter. Les enjeux que l'expression *dignificados* véhicule tournent autour des promesses du président Chávez de transformer le drame en une occasion de réduire les inégalités dans le pays. Ce terme crée donc à la fois espoirs et déceptions, et nous pouvons nous demander à quel point il n'a pas donné naissance, dans l'imaginaire collectif, à la vision d'une population qui allait être particulièrement avantagée par le fait d'avoir survécu à la catastrophe naturelle de 1999. Il aurait de cette manière en partie participé à la construction du stigmaté qui entoure aujourd'hui les sinistrés.

Au centre de cette polémique sur les termes et les enjeux qu'ils recèlent, nous trouvons ensuite une autre expression qui naît après la rencontre des « familles *dignificadas* » du 6 octobre 2000 que nous venons d'évoquer. On trouve dans la presse des jours qui suivent cette rencontre un avis publié conjointement par le ministère de la Santé et du Développement social et le FUS intitulé :

« Les personnes affectées par la tragédie qui a eu lieu en décembre dernier, maintenant « Constructores de Nuevos Horizontes », à l'opinion publique. »¹⁹

Cet avis reprend les « accords » passés entre les « 450 délégués provenant de tous les refuges militaires, civils, solidaires et les Nouveaux *Asentamientos*²⁰ » lors de la rencontre. Le premier de ces accords est le suivant :

« Solliciter formellement la non-utilisation des termes péjoratifs de *damnificado*, *afectado* ou *dignificado* que nous considérons discriminatoires (...) »

Le deuxième « accord » stipule :

« À partir du samedi 7 octobre et suite au vote unanime de l'assemblée, exiger la dénomination futuriste (*futurística*) de « Constructores de Nuevos Horizontes », et pour cela il est demandé au Gouvernement National la réalisation d'une campagne publique de conscientisation »

Les enjeux que recèle cette rencontre organisée par le gouvernement sont importants. D'une part, il faut signaler que, dans les refuges encore en place et dans les nouveaux quartiers dans lesquels les premières familles ont été déplacées, une certaine mobilisation avait pu se construire autour de revendications concernant l'emploi, l'accès aux services et l'accomplissement des promesses effectuées par le président Chávez au lendemain des inondations. Les *damnificados*, dispersés sur le territoire, ont acquis grâce à l'appui de certaines ONG et à la formation reçue dans les refuges, des compétences organisationnelles qui leur permettent de se constituer en tant qu'acteur à part entière. L'organisation de cette rencontre par le gouvernement en octobre 2000 a donc peut-être pour but de contenir les capacités ou les volontés de mobilisation de ces acteurs. Elle aura en tous les cas pour effet de démanteler de manière très efficace une grande partie du processus organisationnel mis en place par les différents groupes de *damnificados* dans le pays.

On est dès lors amené à douter de la teneur de ces « accords », et l'on peut questionner le fait que le terme de *constructores de nuevos horizontes* soit le résultat d'une logique d'auto-identification positive qui tenterait de répondre à la stigmatisation rencontrée depuis la catastrophe naturelle. La construction de cette expression semble plutôt provenir du gouvernement que des propres intéressés. Il est donc important de souligner la dimension identitaire, territoriale et temporelle dont la formule est porteuse.

Cette expression de « *constructores de nuevos horizontes* » aura, comme le terme « *dignificados* », un avenir relativement court. Elle ne sera pas reprise par les sinistrés eux-mêmes. En revanche, la presse s'en empare, en la traitant de la même manière que le terme de « *dignificados* », c'est-à-dire entre guillemets et pour souligner le contraste qu'elle évoque avec la situation réelle des familles. Par exemple :

« Les oubliés de Vargas. Les "constructores de horizontes", comme on appelle les *damnificados* au FUS, n'ont toujours pas d'horizon²¹ ».

Enfin, dans la presse, d'autres termes reviennent avec moins de fréquence et servent également à désigner les *damnificados*. Ce sont les termes de : « *sobrevivientes* », « *victimias* » « *afectados* », mais aussi « *reubicados* », « *inmigrantes* » « *varguenses* » ou encore « *olvidados* ». Ces appellations font appel à trois mécanismes centraux : les trois premières désignent les inondations comme point de départ à l'existence du groupe. L'origine de leur existence collective est donc la catastrophe naturelle. Les trois suivantes mettent l'accent sur l'origine géographique de ces personnes et rejoignent en ce sens les expli-

cations en termes de déracinement, voire culturalistes. Enfin, la dernière (*olvidados*) souligne les carences d'un État qui a généré autour de ces personnes de nombreuses attentes auxquelles il n'a pu répondre.

Ces « jeux de mots » ont donc un impact extrêmement fort sur la modification du statut des personnes qu'ils désignent. Au centre des constructions de catégories qu'ils induisent, le gouvernement et la presse jouent un rôle fondamental. Mais d'autres acteurs utilisent les mécanismes de catégorisation pour développer par exemple des stratégies de mobilisation à partir d'une appellation « collective ».

ONG : catégories et stratégies de mobilisation

Nous nous baserons ici sur l'analyse du travail de l'ONG EFIP²². Sa présence dans ce contexte a été particulièrement significative, puisqu'elle a été impliquée dans les refuges de Vargas pendant toute l'année 2000 auprès des sinistrés par le biais de formations et d'accompagnement des processus d'organisation. Cette implication a perduré après le déplacement, avec notamment la mise en place de rencontres entre les familles déplacées et la tentative de constitution d'une coordination nationale, qui n'a pas abouti.

La mobilisation que cette ONG a effectué dans les refuges s'est construite dans un premier temps autour du terme « *damnificados* ». En témoigne par exemple la constitution, pendant l'année 2000 de l'ASODAM : Asociación de Damnificados del Estado Vargas²³, qui permettra aux sinistrés vivant dans les refuges de revendiquer leur participation aux décisions les concernant.

Le terme permettait certainement de trouver d'une part une dénomination commune pour la multitude des situations vécues, donc en quelque sorte d'homogénéiser le groupe autour d'un phénomène vécu par tous : celui de la catastrophe naturelle. D'autre part, le mot « *damnificados* » permettait de regrouper l'ensemble des revendications autour d'une justification commune : le fait d'être sinistré.

Au moment de l'évacuation des derniers refuges, en décembre 2000, l'ONG EFIP a accompagné certains des groupes dans leurs nouveaux lieux de vie. Par la suite, après des visites réalisées dans six régions du pays et constatant les difficultés rencontrées par les familles, l'association envisage d'organiser, avec les leaders des groupes déplacés dans les nouveaux sites une « rencontre nationale qui leur permette d'échanger leurs expériences et de dynamiser les alternatives nécessaires au renforcement du processus de formation et d'organisation²⁴ ».

Dès lors, dans les documents de l'ONG, le terme de « *desplazados* » apparaît. Celui-ci ne remplace pas totalement celui de « *damnificados* », mais va être particulièrement utile à un moment où le rejet des populations sinistrées qui arrivent dans les diverses régions du pays est au cœur des préoccupations. C'est autour du terme « *desplazados* » qu'EFIP parviendra à mettre en place un Plan d'Action National qui conduira à l'organisation de plusieurs rencontres régionales puis d'une rencontre nationale du 27 au 29 juillet 2001 dans l'État de Portuguesa. Cette rencontre est officiellement organisée conjointement entre l'EFIP et l'ASODAM.

La presse se fera l'écho de cette dénomination, puisque suite à cette rencontre du mois de juillet 2001, on trouve par exemple dans la presse :

« Les *damnificados* de Vargas proposent une table de négociation nationale. Les dénommés "*dignificados*" par le président Chávez ou '*constructores de nuevos horizontes*' par le FUS préfèrent être connus comme "*familias desplazadas*" ». ²⁵

Le terme de « *desplazados* » permet peut-être aussi à l'ONG EFIP et aux sinistrés eux-mêmes de déplacer l'origine des problèmes rencontrés par ces familles. Ce n'est plus parce qu'ils ont été victimes de la catastrophe naturelle (*damnificados*) qu'ils sont rejetés, mais parce qu'ils ont été déplacés (*desplazados*) de leur lieu « d'origine ». Pourtant, les actions menées et les tentatives d'organisations appuyées par l'ONG ne se concentrent pas autour de la revendication d'un relogement à Vargas, mais autour d'actions mises en œuvres pour appuyer les groupes dans leur organisation dans les nouveaux lieux de vie afin de faciliter « l'intégration ». Malgré tout, on doit remarquer que ce glissement sémantique permet de donner à la détresse vécue par les sinistrés une cause sociale – le déplacement – et non plus une cause naturelle voire divine – la catastrophe.

Il faut en outre rappeler l'importance grandissante que ce terme de *desplazados* a pris dans un pays voisin, la Colombie, avec les déplacements forcés liés à la violence (Agier, 2000:91-105). Il n'est pas anodin qu'il ait été repris par une ONG sensibilisée à des problématiques internationales et qui a peut-être réalisé combien l'utilisation d'un terme aussi évocateur dans le contexte régional pouvait permettre de rendre visible un processus local.

Auto-identification : appropriation des termes

Les logiques de construction des différentes catégories sont donc manifestement inhérentes à des stratégies d'acteurs extérieurs (gouvernement, presse, ONG). Cependant, les mécanismes d'appropriation ou de rejet des termes nous renseignent sur l'impact qu'ont les catégorisations sur les personnes qu'elles désignent.

Comme on l'a vu, le terme de « *damnificados* » est repris par les principaux intéressés, qui en font durant toute la durée de leur résidence dans les refuges, le point d'articulation de leurs tentatives d'organisation. Mais de la part des sinistrés, l'usage du terme *damnificados* ne peut se résumer à une utilisation « instrumentale ». On le trouve couramment dans les récits que nous font les personnes déplacées dans le Zulia pour décrire par exemple leur nouveau quartier : « La première étape, c'est celle-là, c'est pour les *damnificados*. La seconde étape est pour les *naturales*, ceux d'ici. » ²⁶, ou pour parler des enfants qui fréquentent l'école du quartier : « Les enfants d'ici *damnificados*, et les secteurs voisins » ²⁷.

Le terme de *damnificados* permet en outre la naissance d'un « Nous » dont la teneur collective est construite autour des difficultés rencontrées et des souffrances partagées :

« Mais tu sais, nous les *damnificados*, on a traversé des humiliations. Avec tout ce qui nous est arrivé ici, on a pleuré. » ²⁸

Le caractère péjoratif du terme est également ressenti. Ainsi Ingrid qui nous explique pourquoi les *damnificados* ont été « chassés » de leurs maisons par les Maracuchos ²⁹ :

« Oui, parce qu'ils ne veulent pas vivre avec des *damnificados*. Je ne sais pas ce qu'ils ont dans la tête, mais c'est comme ça »³⁰

À l'inverse, le terme « *dignificados* » lancé par le président Chávez n'a pas fait l'objet d'une ré-appropriation par les acteurs concernés, de la même manière que celui de « *constructores de nuevos horizontes* ». Leur utilisation n'offre visiblement ni la possibilité de construire une quelconque revendication d'amélioration de la situation, ni celle d'entrer dans le processus de normalisation souhaité par certains.

Le processus d'appropriation du terme de « *desplazados* » par les personnes sinistrées qui vivent dans l'État de Zulia nous révèle en revanche un aspect particulier de l'usage des catégories. S'il est peu utilisé dans les conversations courantes, il apparaît dans des contextes précis, comme lors de cet entretien avec une des leaders des sinistrés déplacés à Villa Baralt dans l'État de Zulia, quand elle nous explique que « la communauté » est en train de créer une association qui s'appelle Aprobaralt, qui est selon ses termes une « association pour le développement social, culturel, économique et humain des habitants déplacés de l'État de Vargas et résidant à Villa Baralt³¹ ». Quand nous lui demandons à quoi sert cette association, elle répond :

Ingrid : Nous nous occupons avant tout de formation, de nous former comme de nouvelles personnes, au développement humain, à l'amélioration de notre qualité humaine pour pouvoir nous adapter au système, d'ici, de cet État. Et nous représentons d'une manière légale, au sein de l'association. Devant les lois. Parce que si nous avons ça, la loi, nous pouvons être un groupe. Et ce groupe, nous on l'appelle le groupe des déplacés³², il faut donner un caractère juridique à ça. Mais sans but lucratif.

Sandrine : Alors il s'agit de défendre les droits des déplacés ?

Ingrid : Oui, des déplacés. Par exemple, on nous dit que si Chávez sort du gouvernement, on va nous reprendre les maisons. C'est une menace que profèrent les gens.³³

Après l'expérience acquise dans les refuges et la mobilisation construite autour du collectif de *damnificados*, les leaders communautaires ont donc saisi d'une part les enjeux relatifs à l'utilisation d'une catégorie mobilisatrice, d'autre part l'importance de l'existence juridique, formelle, de ce groupe. C'est pour répondre aux « menaces » que le groupe se doit d'exister juridiquement. Ainsi, en évaluant le contexte et en mobilisant les savoirs d'arrière plan pour se repérer dans la situation actuelle, les « déplacés » mettent en œuvre des stratégies leur permettant de résister aux contraintes de la nouvelle situation.

L'analyse de ces différentes dénominations et de leurs usages nous confirme l'importance de la terminologie dans les processus d'identification opérés par les groupes et les personnes. Les mots utilisés permettent de déceler les logiques des acteurs et les enjeux sociaux qui leur sont inhérentes. Dans ces processus se croisent les assignations extérieures et les auto-assignations, dans des mouvements complexes où se confrontent la construction d'une image de soi valorisée ou dévalorisée et l'instrumentalisation. De même que le fait de vivre dans un « refuge » a pu permettre à un moment

précis de bénéficier d'un certain nombre d'avantages, la constitution d'un « sujet » politique de « *damnificado* » ou de « *desplazado* » possède aussi des fins pratiques.

« Nous » et « Eux » : qui sont les Autres ?

Si nous pouvons identifier, à travers les processus complexes d'auto et d'hétéro identification, la naissance d'un « Nous » qui s'articule, même chaotiquement, autour des événements de décembre 1999, et étant donné que « Nous » n'existe pas sans « Eux », il est nécessaire de chercher à savoir comment sont perçus les Autres. Nous avons donc choisi de nous placer, pour étudier cette question, du point de vue des *damnificados*, pour tenter de comprendre comment ces derniers perçoivent ceux qui ne font pas partie de cette « communauté » de sinistrés et de déplacés. Il s'agit donc ici d'adopter un angle différent, celui de l'Autre, du « marginal », devenu majoritaire.

La capacité de « riposte » qui se dégage de cette analyse vient montrer contrairement à ce que défend Norbert Elias (1965) que dans le cas qui nous occupe, le groupe « marginal » que constitue les *damnificados* parvient à un degré de cohésion suffisant pour utiliser à son tour les mécanismes verbaux de création de stigmatisme et pour construire autour des « installés » une altérité menaçante et dangereuse. Ces constructions coexistent par ailleurs avec l'intériorisation du préjugé négatif attribué aux *damnificados*.

L'Autre est localisé

Il semble qu'on puisse tenter d'organiser les altérités construites par les *damnificados* déplacés dans l'État de Zulia en fonction des interactions qui les produisent, mais également de l'espace physique dans lequel ces dernières se déroulent. On se situerait alors dans ce que Barth appelle une « perspective écologique » (1969:219) qui nous inviterait à explorer les différentes « niches culturelles » à la recherche des secteurs d'articulation entre les « groupes ». Mais on pourrait également rejoindre Goffman qui analyse les différentes structures au sein desquelles les contacts ont lieu, et qui constituent autant de contraintes sur les « rôles ». Ces structures que Goffman appelle les « lieux de l'action » (1974:158) et dans lesquelles on peut observer la « séparation des rôles » (1974:96) plus ou moins nette qu'opèrent les acteurs.

On distingue tout d'abord un Autre qui se situe au niveau de la région. Il s'agit soit des *Zulianos*³⁴ ou de manière plus récurrente les *Maracuchos*³⁵ même s'ils ne vivent pas dans la ville de Maracaibo³⁶.

Dans cette dénomination d'un autre « localisé », on trouve également deux autres catégories : les *Colombianos* et les *Guajiros* (de la Guajira, la région frontalière avec la Colombie, à peuplement majoritairement indigène).

Les Colombiens sont porteurs, eux aussi, d'un stigmatisme assez fort, ils sont assimilés à des immigrants illégaux, à des marginaux, à des trafiquants. Dans certains des sites où les quartiers voisins sont essentiellement habités par des Colombiens, le stigmatisme est très présent dans les discours. Quand Milagro, sinistrée habitant à Villa Baralt, nous parle des problèmes de sécurité dans le quartier elle nous explique : « C'est à cause de la zone. Il y a beaucoup de marginaux, il y a des Colombiens...³⁷ » Et quand la Sra Minga – elle-même indigène wayú – a vu arriver « ceux de Vargas », elle pensait qu'ils étaient Colombiens : « Parce qu'ils étaient tous noirs³⁸ ».

Le terme de Guajiros, lui, est essentiellement utilisé par ceux qui ne vivent pas en présence proche de communautés indigènes. À Villa Tamare, par exemple, où les voisins directs sont des indigènes de la communauté wayú, on les appelle les « Wayús ». Mais dans les autres quartiers qui sont moins en contact, on désigne les indigènes par le nom plus général de « Guajiro ».

Il semble donc bien exister des mécanismes de hiérarchisation de la stigmatisation, celle-ci se transformant en fonction des acteurs qui la construisent et l'utilisent. La Sra Minga par exemple peut très bien se trouver dans certaines situations, en position d'être stigmatisée comme indigène, mais elle trouve « plus stigmatisé qu'elle » avec les Colombiens et d'une manière générale avec « les Noirs ». Milagro, qui vient de Vargas, vit à son tour des situations de rejet et de stigmatisation, mais elle se protège en construisant à son tour envers les Colombiens une association stigmatisante.

Par ailleurs, il faut souligner qu'aucune de ces constructions n'est figée ou définitive, puisqu'on observe une certaine évolution. Alors qu'au départ la perception des autres se fait d'une manière indistincte, les autres étant tous ceux qui ne sont pas « *nosotros* », les mois qui passent ont permis de faire la distinction entre les *Maracuchos*, les *Colombianos*, les *Guajiros* et avec cette plus grande diversité s'installe d'autres niveaux de relations.

L'Autre à la fois concurrent et nécessaire

Un terme qui revient souvent pour désigner ceux qui ne sont pas « *damnificados* » est celui de « *compradores* »³⁹, ce qui a une signification particulière dans la mesure où il met l'accent sur les processus et les enjeux relatifs à la propriété des maisons. En effet, les *damnificados*, dans le cadre d'une politique sociale destinée à leur permettre une intégration plus facile dans les régions d'accueil, ont eu un accès particulièrement facilité à la propriété. Les maisons leur ont été pour le moment « mise à disposition » sur le seul critère d'être reconnu comme « *damnificados* », et un système de crédit devait être mis en place avec un accès à la propriété pour un prix couvrant environ 10 % de la valeur de la maison. Par contre, les « *compradores* » sont les personnes qui ne sont pas des *damnificados* et qui ont acheté les maisons au prix fort, soit à l'État, soit de manière illégale à ceux à qui ces maisons avaient été assignées. L'enjeu de la lutte pour l'espace est donc au centre de la construction d'une certaine altérité et par conséquent d'une certaine facette de l'identité.

Mais les constructions de catégories pour désigner l'Autre n'opèrent pas toutes autour du conflit. Parfois, la complémentarité intervient elle aussi. Dans le cadre de l'interdépendance qui se crée, l'Autre est alors redéfini en fonction de l'utilité qu'il peut avoir pour soi ou pour le groupe.

Une illustration de ce phénomène apparaît dans l'entretien avec Ingrid. Arrivée à Villa Baralt il y a un an, elle est en train de monter une ligne de transports collectifs qui relie l'urbanisation avec le quartier de La Curva, à quelques 15 minutes de là. Elle me raconte le projet :

Ingrid : C'est notre projet, mais nous avons inclus dans le projet des personnes de faibles revenus d'ici. Ils ont des voitures en mauvais état, et on leur a donné des fonds pour qu'ils commencent, avant qu'on nous approuve, à nous, le projet. Apparemment, ce sera dans l'année qui vient, on en est au pourparlers.

Sandrine : Alors il y a des gens d'ici avec lesquels on peut parler, faire des choses ?

Ingrid : Oui, ça a été dur. Ce ne sont pas exactement des gens d'ici, mais... des contacts qu'on a fait... Même des gens qui nous rejetaient, mais avec lesquels on a parlé.⁴⁰

Nous sommes là face à un processus qui nous renvoie aux situations étudiées par exemple par F. Barth (1969) qui analyse les situations entre les groupes ethniques dans une perspective écologique en termes de complémentarité :

« Le lien positif qui relie plusieurs groupes ethniques dans un système social englobant dépend de la complémentarité des groupes (...) Une telle complémentarité peut faire naître une interdépendance ou une symbiose, et constitue les zones d'articulation. » (1995:218)

L'analyse des différents niveaux d'identification et de construction de l'altérité dans le contexte qui nous occupe nous confirme qu'il existe autant d'images des autres qu'il existe d'images de soi. Ce sont les interactions qui détermineront ces différentes constructions, elles sont donc mouvantes, réversibles et peuvent se combiner.

CONCLUSION

Dans ce parcours sinueux à la recherche des différentes représentations de soi et des autres qui se sont construites au cours de ces deux années qui séparent le moment de notre recherche de l'événement que représentent les inondations de 1999, une tension apparaît, qui rend les processus d'identification et de reconstruction particulièrement complexes, tension entre le fait de chercher une « commune humanité » et la revendication des droits particuliers liés au fait d'être « une victime ».

C'est peut-être autour de la difficulté à se construire une identité propre et à la revendiquer qu'il faut alors chercher une piste d'explication. Comme le suggère Michel Agier, il faut certainement nous arrêter sur la difficulté à se situer face à cette identité de *damnificados*, ou de *desplazados* « identité donnée dans la contrainte et sans communauté, c'est-à-dire sans lieu et sans culture qui lui soient propre et qui la fondent. Toute communauté d'intérêt, nécessaire dès lors que l'exil perdure et qu'il faut agir pour survivre, devra donc être conçue dans des conditions particulièrement adverses, marquées par l'hétérogénéité ethnique, sociale ou politique, et par la dévalorisation de cette identité nouvelle dans le regard des autres » (Agier, 2002:56)

Par ailleurs, c'est probablement dans la gestion même de la crise, à la fois par les autorités gouvernementales et par les acteurs « humanitaires » (internationaux et nationaux) que l'on se doit de chercher les racines d'un positionnement social en tant que « victime » qui ne facilite pas l'émergence d'acteurs protagonistes. Dès lors, les stratégies collectives mises en œuvre pour dépasser les phénomènes de rejet, de stigmatisation et de dépendance créés par la crise s'appuient comme on l'a vu sur l'utilisation de certaines

catégories telles que celle de *damnificados* ou *desplazados*. Mais elles s'organisent dans un contexte qui ne les favorise pas. Nous proposons donc de parler dans ce cas de « tactiques », dans la mesure où ce terme semble assez bien décrire l'univers dans lequel se déroulent les pratiques décrites ici et mettre en évidence le différentiel de pouvoir existant entre les acteurs en présence. « Art du faible (...), la tactique est déterminée par l'absence de pouvoir » (de Certeau, 1990:61-62).

C'est dans le cadre de cette absence ou plus précisément de ce déséquilibre de pouvoir que se mettent alors en place l'ensemble des processus d'identification évoqués ici. L'usage et l'appropriation des catégories affectées par des acteurs extérieurs, tels que la presse, le gouvernement ou les ONG procèdent dès lors plus de ces « tactiques » qui s'articulent dans un univers de contraintes au sein duquel elles détectent « zébrures, éclats, fêlures et trouvaillures dans le quadrillage d'un système » (de Certeau, 1990:62).

Rendre visibles ces mécanismes et ces tactiques semble d'autant plus important que leur existence permet de rendre compte de phénomènes qui se situent dans les « marges » de la société globale où l'informalité côtoie la création de normes, où les non-dits construisent presque autant les situations que les actions, où l'illégalité est partie intégrante du quotidien. Il s'agit dès lors d'élaborer des cadres à la fois méthodologiques et conceptuels qui puissent rendre compte de la fluidité, de l'informalité et de la mouvance de ces phénomènes.

Notes

¹ Sinistrés.

² Cet article est tiré d'un travail de recherche effectué dans le cadre du DEA « Étude des sociétés latino-américaines » à l'Iheal (Revet, 2002).

³ Les estimations officielles font état de 120 000 personnes ayant ainsi transité par les refuges.

⁴ Chiffres officiels du Fondo Único Social (FUS). Le FUS est une institution dépendant du ministère de la Santé et du Développement Social (MSDS) en charge de la gestion de la catastrophe et de ses conséquences, mais également habilitée à la mise en place de programmes sociaux dans le pays.

⁵ Il ne s'agit pas de nier par l'utilisation de ce terme de « rumeur » la réalité des violences qui se sont déroulées, mais de souligner la façon dont les informations se sont propagées sur ce sujet.

⁶ Entretien, 22 décembre 2001.

⁷ Entretien d'un responsable d'une ONG dans le Zulia, 13 décembre 2001.

⁸ Entretien député de Vargas à l'Assemblée Nationale, 4 décembre 2001.

⁹ Cf. note 6.

¹⁰ Cf. note 7.

¹¹ Entretien d'un responsable du FUS dans le Zulia, 12 décembre 2001.

¹² E. Sommer, *Lexique Latin-Français*.

¹³ Les mécanismes relatifs à cette construction font l'objet d'un chapitre de notre travail de recherche dans le cadre du DEA. En effet, le lien entre identité et territoire requiert une prudence toute particulière, d'autant plus que dans le cas qui nous occupe les *damnificados* sont fortement stigmatisés.

¹⁴ « Primer Encuentro de Familias Dignificadas : Hacia el Ejercicio del Poder Ciudadano », Parque Central, Caracas, 6 octobre 2000.

¹⁵ *El Nacional*, 7 décembre 2000.

- ¹⁶ Gustavo Rodríguez, *El Universal*, 22 février 2000.
- ¹⁷ Aliana Gonzalez, *Tal Cual*, 6 mars 2000.
- ¹⁸ Aliana Gonzalez, *La Nación*, 13 juin 2001.
- ¹⁹ *El Nacional*, 12 octobre 2000.
- ²⁰ Sites dans lesquels les *damnificados* ont été relogés.
- ²¹ Aliana Gonzalez, *La Nación*, 14 juin 2001.
- ²² Equipo de Formación, Información y Publicaciones.
- ²³ Souligné par nous.
- ²⁴ EFIP, Bulletin « Solidaridad Permanente », 1^{er} trimestre 2001, p. 5.
- ²⁵ *Tal Cual*, 31 juillet 2001.
- ²⁶ Entretien, 15 décembre 2001.
- ²⁷ Entretien, 15 décembre 2001.
- ²⁸ Entretien, 19 décembre 2001.
- ²⁹ Habitants de Maracaibo.
- ³⁰ Entretien, 15 décembre 2001.
- ³¹ Entretien Ingrid, Villa Baralt, 15 décembre 2001.
- ³² Souligné par nous.
- ³³ Entretien, 15 décembre 2001.
- ³⁴ Habitant de l'État de Zulia.
- ³⁵ Ceux de Maracaibo.
- ³⁶ Notons qu'il existe deux termes pour désigner les habitants de la ville de Maracaibo : « Maracuchos » qui est le plus courant, mais quelque peu péjoratif même s'il est également utilisé par les gens de Maracaibo eux-mêmes, et « Marabinos » qui appartient à un registre plus écrit, et que l'on trouve plutôt dans la presse.
- ³⁷ Entretien, 15 décembre 2001.
- ³⁸ Entretien, 26 décembre 2001.
- ³⁹ Acheteurs.
- ⁴⁰ Entretien, 15 décembre 2001.

Bibliographie

- Agier, Michel, 2002, *Aux bords du monde, les réfugiés*, Paris, Flammarion.
- Agier, Michel, 2000, « Perte de lieux, dénuement et urbanisation : les *desplazados* de Colombie », *Autrepart*, n° 14.
- Baby-Collin, Virginie, 2000, « Les barrios de Caracas ou le paradoxe de la métropole », *Cahiers des Amériques latines*, n° 35, p.109-128.
- Barth, Frederick, 1995 (1969), « Les groupes ethniques et leurs frontières » dans P. Poutignat et J. Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, p. 203-249.
- Bolívar, Teolinda, 1995, « Urbanizadores y constructores para ser ciudadanos. Creación de vidas en la necesidad », *Revista Urbana*, n° 16-17, p. 31-52.
- Briceño-León Roberto, 1992, *Venezuela : clases sociales e individuos*, Caracas : Fondo Editorial Acta Científica Venezolana.
- Brubaker, Rogers, 2001, « Au-delà de l'« identité » », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 139, septembre, p. 66-85.
- Candau, Joël, 1996, *Anthropologie de la mémoire*, Paris, PUF, Que sais-je ?
- de Certeau, Michel, 1990, *L'invention du quotidien. 1. arts de faire, 2. habiter, cuisiner*, Paris, Gallimard, Folio essais.
- Douglas, Mary, 1971, *De la souillure*, Paris, François Maspero.
- Elias, Norbert, 2001 (1965), *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard, Pocket Agora.

- García, Jesús Chucho, 2000, « La tragedia que sacudió al mundo. Ochenta por ciento de los afectados son Afrovenezolanos », *Africamérica*, Caracas, n° 8.
- Goffman, Erving, 1975, *Stigmate*, Paris, Les Éditions de minuit.
- Hurtado Samuel, 1995, « Matrisocialidad y la problemática estructural de la familia venezolana », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, n° 1, enero-marzo p. 147-167.
- Pavía, Marie-Luce, 1999, « La découverte de la dignité de la personne humaine », dans Marie-Luce Pavía et Thierry Revet (dir.), *La dignité de la personne humaine*, Paris, Economica, p. 3-23.
- Pedrazzini, Yves, 2001, « Barrios, gangs, enfants de la rue... : Culture d'urgence et culture de l'asphalte en Amérique latine », Communication au séminaire Prisma-4, Toulouse, 10-11 mai.
- Pollak-Eltz, Angelina, 1993, « Hay o no hay racismo en Venezuela ? », *Ibero Americaniches Archiv*, Berlin, Vol. 19, n° 3/4, p. 271-289.
- Revet, Sandrine, 2002, « Crise, rupture et tactiques de reconstruction. Catastrophe naturelle et déplacements de population au Venezuela », Mémoire de DEA, Paris III-IledeFrance, sous la dir. de O. Hoffmann et C. Gros.
- Rivas, Eloy, 2000, « Dignificación de los damnificados : Aproximación a una Constituyente Moral », *SIC*, Caracas, n° 628, sept.-oct, pp. 369-371.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Après la catastrophe naturelle de 1999 au Venezuela, les déplacements de population ont conduit à la cohabitation soudaine de groupes d'origines sociale, culturelle, géographique différentes. Les mécanismes qui se mettent en œuvre (catégorisation, stigmatisation, rejet) dans ce contexte de crise font resurgir des fonctionnements spécifiques à la société vénézuélienne. L'étude des différentes dénominations dont font l'objet les sinistrés et les déplacés et de leur appropriation ou non par les acteurs concernés révèlent des dispositifs identitaires mouvants et situationnels que l'on peut mettre en lien avec d'autres contextes de négociation d'appartenance.

Después de la catástrofe natural de 1999 en Venezuela, los desplazamientos de población han llevado a una situación repentina de cohabitación de grupos de orígenes social, cultural, geográfica diferentes. Los diversos mecanismos utilizados frente a ese contexto de crisis (categorización, estigmatización, rechazo) muestran unos funcionamientos

específicos a la sociedad venezolana. El estudio de las distintas designaciones utilizadas para identificar a los damnificados y desplazados y su apropiación o no por los actores revelan dispositivos identitarios y situacionales que podemos relacionar con otros contextos de negociación de pertenencia.

After the natural disaster in Venezuela, 1999, there was an unexpected coexistence of groups with different social, cultural, geographical backgrounds, due to the fact that a part of the population had to be displaced. The different mechanisms (categorization, stigmatization, rejection) set in motion in such a context of crisis reveal ways of operating which are distinctive of the Venezuelan society. Analyzing the different designations given to the victims of the disaster and to the displaced persons, as well as the fact that those designations are or not assumed by the people involved, reveal unstable and situation-bound identity systems which can be related with other contexts concerning negotiation on membership.

Mots-Clés : Venezuela, 1999, désastre, déplacements de population, cohabitation de groupes sociaux, dispositifs identitaires

Palabras claves : Venezuela, 1999, desastre, desplazamientos de población, cohabitación de grupos sociales, dispositivos identitarios

Keywords : Venezuela, 1999, disaster, removing of population, coexistence of social groups, identity systems